

AMNESTY INTERNATIONAL
Index AI: NWS 11/09/95 - ÉFAI -

NOUVELLES HEBDOMADAIRES
Informations à l'attention du public

11 janvier 1995

SOUDAN.

Amnesty International lance une campagne contre les atteintes aux droits de l'homme au Soudan
Index FI: AFR 54/WU 02/95

Embargo : 25 janvier 1995

Nairobi. Amnesty International, qui lance sa première grande campagne de l'année 1995, a déclaré ce jour que les Nations unies devraient créer un organisme civil international de surveillance des droits de l'homme, comme première mesure pour briser l'engrenage des atteintes aux droits de l'homme commises aussi bien dans le nord du Soudan, sous contrôle gouvernemental, que dans le sud du pays ravagé par la guerre.

« Si des observateurs internationaux étaient présents sur le terrain, il serait plus difficile pour les forces gouvernementales et d'opposition de se livrer impunément aux massacres, à la torture et à la détention arbitraire, pratiques qui ont profondément déshonoré la société soudanaise et accentué les haines politiques au cours des cinq dernières années », a souligné Pierre Sané, secrétaire général d'Amnesty International, lors d'une conférence de presse à Nairobi.

Comme le gouvernement empêche l'expert des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Soudan d'entrer dans le pays, et que le processus de paix engagé sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement (IGADD) a enregistré peu de progrès, M. Sané a fait remarquer qu'il était plus urgent que jamais que la communauté internationale intensifie la surveillance des droits de l'homme.

« L'avenir du Soudan repose sur l'instauration, à travers tout le pays, d'un plus grand respect des droits de l'homme », a déclaré M. Sané. « Le carnage que connaît le sud du Soudan, en proie à la guerre, ne représente qu'une facette de la tragédie car, même dans les régions moins touchées par la guerre civile, les atteintes brutales aux droits de l'homme ont engendré des divisions au sein de la population. »

Tout en appelant les Nations unies à déployer des observateurs sur le terrain, M. Sané a mis l'accent sur le fait que la situation désastreuse des droits de l'homme au Soudan, avec des milliers de personnes arbitrairement détenues et des dizaines de milliers d'autres tuées, est la raison fondamentale de l'urgence humanitaire à laquelle le pays est confronté.

« Les Nations unies fournissent à grands frais une assistance humanitaire pour pallier les conséquences de la guerre et des atteintes aux droits de l'homme, mais cela ne suffit pas », a relevé M. Sané. « Résoudre les graves problèmes que connaît le Soudan dans le domaine des droits de l'homme constitue une priorité. »

Amnesty International a déclaré que les observateurs des droits de l'homme devraient :

– informer les autorités, ainsi que les Nations unies, des atteintes aux droits de l'homme qui sont commises et organiser un suivi des cas individuels de personnes victimes de ces agissements afin de

s'assurer que des mesures sont prises ;

– mettre en place un organisme indépendant et impartial auquel les Soudanais pourraient, sans crainte de représailles, transmettre toute information concernant les atteintes aux droits de l'homme ;

– travailler de concert avec les autorités en vue d'améliorer la politique et la pratique en matière de droits de l'homme dans le pays.

Dans son rapport de 140 pages sur la situation des droits de l'homme au Soudan depuis le coup d'État de 1989, Amnesty International montre que le gouvernement militaire, dirigé par le président Omar Hassan Ahmad el Béchir, ainsi que les deux principales factions armées d'opposition – l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), conduite par John Garang de Mabior, et l'Armée pour l'indépendance du sud du Soudan (AISS), dirigée par Riek Machar Teny-Durghon –, se sont rendus coupables de flagrantes atteintes aux droits de l'homme.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement soudanais a institutionnalisé la torture et la détention des opposants présumés dans des "maisons fantômes" – centres de détention secrets des forces de sécurité – à travers tout le pays. L'objectif des autorités est de bâillonner toute opposition politique et de façonner la société soudanaise selon leur propre interprétation d'un islam radical.

De nombreux opposants présumés – syndicalistes, militants de partis politiques interdits, étudiants, journalistes, habitants du Sud soupçonnés de soutenir les groupes d'opposition armés – sont arrêtés, torturés, détenus pendant de courtes périodes, relâchés puis à nouveau arrêtés.

Malgré les démentis du gouvernement, Amnesty International a recensé les cas de certains de personnes torturées depuis 1989, aussi bien à Khartoum (la capitale) et dans d'autres villes que dans les zones du Sud en proie à la guerre. Un magistrat qui jugeait Gaafar Yassin et quatre autres personnes poursuivies pour complot en 1994 a accepté de tenir compte de certificats médicaux attestant que les accusés avaient été battus, brûlés, fouettés à coups de tuyau en plastique et contraints de se tenir pieds nus sur du métal brûlant ; il n'en a pas moins prononcé des peines d'emprisonnement. Cette parodie de justice montre à quel point les purges successives opérées par le gouvernement ont fait du système judiciaire supposé indépendant un instrument aux mains du pouvoir politique.

À chaque fois que quelqu'un est détenu pour ses opinions, même pendant une brève période, Amnesty International craint pour sa sécurité. Cela a notamment été le cas lors des arrestations massives qui, en octobre 1994, ont frappé de nombreux syndicalistes à Atbara, une ville du nord du pays. L'Organisation demeure en outre vivement préoccupée par le sort de 12 fonctionnaires et d'autres personnes appréhendés le mois dernier à Juba, principale ville du Sud. On ignore toujours où ces personnes se trouvent.

Dans les zones en guerre du sud du pays et des monts Nouba, les forces gouvernementales, l'APLS et l'AISS (anciennement APLS-Unifiée) se sont rendues coupables du massacre et de la "disparition" de milliers de civils. Il en est résulté une catastrophe humanitaire marquée par la famine et le déplacement forcé de millions de personnes. Des villageois ont été chassés de leurs terres, des

récoltes et des biens pillés et détruits, ces agissements étant imputables à toutes les parties au conflit.

En juin 1994, par exemple, une équipe de recherche d'Amnesty International qui s'était rendue dans le sud du Soudan a interrogé des survivants d'une série de massacres aveugles perpétrés par les troupes des Forces de défense populaire (FDP) – des milices à la solde du gouvernement – le long de la voie ferrée reliant le nord au sud du pays. Dans cette région, les forces gouvernementales ont appliqué une stratégie de la terre brûlée, se rendant coupables de centaines d'assassinats politiques, de viols, d'enlèvements d'enfants et du déplacement de milliers de civils. Le mois dernier, d'autres massacres et de nouveaux pillages imputables aux FDP ont été signalés.

De flagrantes atteintes aux droits de l'homme sont également commises durant les combats qui mettent aux prises les différents groupes d'opposition armés. L'APL, qui étouffe implacablement toute dissidence interne, s'est rendu coupable du massacre de centaines de civils nuér. Des personnes ont été détenues pour leurs opinions, torturées et tuées. En août 1994, les troupes de l'APL ont enlevé au moins 17 hommes – dont Carlo Madut Deng, un médecin qui avait quitté le mouvement – dans un camp de réfugiés situé dans le nord de l'Ouganda. On pense que ces hommes ont été tués.

À la suite de la scission intervenue au sein du mouvement d'opposition en 1991, le groupe sécessionniste, aujourd'hui appelé AIS, a massacré des milliers de civils dinka et provoqué le déplacement de plus de 200 000 autres. En octobre 1994, les forces de l'AIS ont attaqué et pillé des campements d'éleveurs aux alentours d'Arkot, tuant plus d'une centaine de civils.